



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، ومراسيم
قرارات وآراء، مقررات، مناشير، إعلانات وبلاعات

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT WWW.JORADP.DZ Abonnement et publicité: IMPRIMERIE OFFICIELLE Les Vergers, Bir-Mourad Rais, BP 376 ALGER-GARE Tél : 021.54.35.06 à 09 Fax : 021.54.35.12 C.C.P. 3200-50 Clé 68 ALGER BADR : Rib 00 300 060000201930048 ETRANGER : (Compte devises) BADR : 003 00 060000014720242
	1 An	1 An	
Edition originale.....	1090,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale et sa traduction....	2180,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 14,00 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 28,00 dinars.
Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.
Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.
Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne

SOMMAIRE**LOIS**

Loi n° 21-01 du Aouel Rajab 1442 correspondant au 13 février 2021 portant règlement budgétaire pour l'exercice 2018.....	4
Loi n° 20-16 du 16 Joumada El Oula 1442 correspondant au 31 décembre 2020 portant loi de finances pour 2021 (rectificatif).....	7

DECRETS

Décret exécutif n° 21-61 du 25 Joumada Ethania 1442 correspondant au 8 février 2021 portant institution d'une allocation spéciale de scolarité et fixant les conditions et les modalités de son attribution.....	8
Décret exécutif n° 21-62 du 25 Joumada Ethania 1442 correspondant au 8 février 2021 fixant les procédures de gestion budgétaire et comptable adaptées aux budgets des établissements publics à caractère administratif et autres organismes et établissements publics bénéficiant de dotations du budget de l'Etat.....	11
Décret exécutif n° 21-70 du 2 Rajab 1442 correspondant au 14 février 2021 portant allègement des mesures d'adaptation du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (COVID-19).....	14
Décret présidentiel n° 20-435 du 15 Joumada El Oula 1442 correspondant au 30 décembre 2020 précisant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'agence nationale de sécurité sanitaire (rectificatif).....	16

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions du directeur de la protection civile à la wilaya de Tlemcen.....	17
Décrets exécutifs du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions de doyens de facultés de médecine dans certaines universités.....	17
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions du chef de cabinet du secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la culture et des arts, chargé de l'industrie cinématographique et de la production culturelle.....	17
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions de directeurs de la jeunesse et des sports dans certaines wilayas.....	17
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions de la directrice des études, de la planification et des systèmes d'information au ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.....	17
Décrets exécutifs du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions de directeurs de l'action sociale et de la solidarité de wilayas.....	17
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions du directeur de l'administration des moyens à l'ex-ministère de l'industrie et des mines.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions d'un chef d'études à l'ex-ministère de l'industrie et des mines.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur à l'agence nationale de développement de l'investissement.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur au ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions du directeur du logement à la wilaya d'Illizi.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions du directeur du commerce à la wilaya d'Adrar.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions du directeur des travaux publics à la wilaya de Bouira.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 mettant fin aux fonctions d'une directrice d'études à l'ex-ministère du travail et de la sécurité sociale.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 portant nomination d'une directrice d'études au ministère de l'éducation nationale.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada Ethania 1442 correspondant au 1er février 2021 portant nomination de directeurs de la jeunesse et des sports dans certaines wilayas.....	18

LOIS

Loi n° 21-01 du Aouel Rajab 1442 correspondant au 13 février 2021 portant règlement budgétaire pour l'exercice 2018.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 139, 143, 145, 148 et 156 ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée Populaire Nationale ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995, modifiée et complétée, relative à la Cour des comptes ;

Vu la loi n° 05-07 du 19 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 28 avril 2005, modifiée et complétée, relative aux hydrocarbures ;

Vu la loi n° 17-11 du 8 Rabie Ethani 1439 correspondant au 27 décembre 2017 portant loi de finances pour 2018 ;

Vu la loi n° 18-13 du 27 Chaoual 1439 correspondant au 11 juillet 2018 portant loi de finances complémentaire pour 2018 ;

Après consultation de la Cour des comptes,

Après avis du Conseil d'Etat,

Après adoption par le Parlement,

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Le montant des recettes, produits et revenus applicables aux dépenses définitives du budget général de l'Etat, enregistré au 31 décembre 2018, s'élève à : six mille quatre cent cinq milliards deux cent quarante-quatre millions cent cinquante-neuf mille trois cent trente-trois dinars et soixante-quinze centimes (6.405.244.159.333,75 DA), conformément à la répartition par nature objet du tableau « A » annexé à la présente loi.

Art. 2. — Les résultats définitifs des dépenses du budget général de l'Etat, au titre de l'exercice 2018, sont arrêtés à la somme de : huit mille quatre cent quatre-vingt-sept milliards cent quatre-vingt-douze millions cent cinquante-neuf mille vingt-sept dinars et quatorze centimes (8.487.192.159.027,14 DA), dont :

— quatre mille quatre cent quatre-vingt-huit milliards trois cent dix millions quatre cent soixante-dix mille deux cent sept dinars et quatre-vingt-et-un-centimes (4.488.310.470.207,81 DA) pour les dépenses de fonctionnement, répartis par ministère, conformément au tableau « B » annexé à la présente loi ;

— trois mille neuf cent cinquante-trois milliards deux cent quatre-vingt-huit millions vingt-sept mille dinars (3.953.288.027.000,00 DA) pour les dépenses d'équipement (concours définitifs), répartis par secteur conformément au tableau « C » annexé à la présente loi ;

— quarante-cinq milliards cinq cent quatre-vingt-treize millions six cent soixante-et-un mille huit cent dix-neuf dinars et trente-trois centimes (45.593.661.819,33 DA) pour les dépenses imprévues.

Art. 3. — Le déficit définitif au titre des opérations budgétaires pour l'exercice 2018, à affecter à l'avoir et découvert du Trésor, s'élève à : deux mille quatre-vingt-et-un milliards neuf cent quarante-sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-treize dinars et trente-neuf centimes (2.081.947.999.693,39 DA).

Art. 4. — Les variations nettes à affecter à l'avoir et découvert du Trésor pour l'exercice 2018 s'élèvent à :

— soixante-neuf milliards trois cent quarante-et-un millions sept cent quarante-neuf mille dix dinars et dix-neuf centimes (69.341.749.010,19 DA) au titre de la variation positive nette des soldes des comptes spéciaux du Trésor ;

— deux mille six cent neuf milliards cent quatre-vingt-dix-neuf millions deux cent soixante-huit mille deux cent vingt-trois dinars et quarante-huit centimes (2.609.199.268.223,48 DA) au titre de la variation positive nette des soldes des comptes d'emprunts ;

— cent soixante-dix-neuf milliards huit cent millions dinars (179.800.000.000,00 DA) au titre de la variation négative nette des soldes des comptes de participation.

Art. 5. — Le profit global à porter à l'avoir et découvert du Trésor au titre de l'exercice 2018 est fixé à : quatre cent seize milliards sept cent quatre-vingt-treize millions dix-sept mille cinq cent quarante dinars et vingt-huit centimes (416.793.017.540,28 DA).

Art. 6. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Rajab 1442 correspondant au 13 février 2021.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

RECETTES DEFINITIVES APPLIQUEES AU BUDGET DE L'ETAT POUR 2018

ETAT « A »

EN DA

RECETTES DE L'ETAT	PREVISIONS LFC	REALISATIONS	REAL EN %	ECART	
				EN VALEUR	EN %
1. RESSOURCES ORDINAIRES :					
1.1. Recettes fiscales :					
201.001 - Produit des contributions directes	1 344 137 000 000	1 203 647 448 704,67	89,55	-140 489 551 295,33	-10,45
201.002 - Produit de l'enregistrement et du timbre	103 123 000 000	88 397 142 144,13	85,72	-14 725 857 855,87	-14,28
201.003 - Produit des impôts divers sur les affaires	1 074 977 000 000	1 092 936 643 839,84	101,67	17 959 643 839,84	1,67
(dont TVA sur les produits importés)	491 558 000 000	509 125 207 884,19	103,57	17 567 207 884,19	3,57
201.004 - Produit des contributions indirectes	8 000 000 000	4 181 089 930,02	52,26	-3 818 910 069,98	-47,74
201.005 - Produit des douanes	339 539 000 000	323 992 542 011,44	95,42	-15 546 457 988,56	-4,58
Sous-total (1)	2 869 776 000 000	2 713 154 866 630,10	94,54	-156 621 133 369,90	-5,46
1.2. Recettes ordinaires :					
201.006 - Produit et revenus des domaines	27 000 000 000	48 850 592 365,66	180,93	21 850 592 365,66	80,93
201.007 - Produits divers du budget	78 000 000 000	155 204 086 091,17	198,98	77 204 086 091,17	98,98
201.008 - Recettes d'ordre	20 000 000	44 805 504,00	—	24 805 504,00	—
Sous-total (2)	105 020 000 000	204 099 483 960,83	194,34	99 079 483 960,83	94,34
1.3. Autres recettes :					
Autres recettes	1 100 000 000 000	1 138 295 808 742,82	103,48	38 295 808 742,82	3,48
Sous-total (3)	1 100 000 000 000	1 138 295 808 742,82	103,48	38 295 808 742,82	3,48
Total des ressources ordinaires	4 074 796 000 000	4 055 550 159 333,75	99,53	-19 245 840 666,25	-0,47
2. FISCALITE PETROLIERE :					
201.011 - Fiscalité pétrolière	2 349 694 000 000	2 349 694 000 000,00	100	—	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	6 424 490 000 000	6 405 244 159 333,75	99,70	-19 245 840 666,25	-0,30

**REPARTITION PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL DES CREDITS OUVERTS ET DES CONSOMMATIONS
ENREGISTREES AU TITRE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2018**

ETAT « B »

EN DA

Ministères	CREDITS 2018			Ecart en valeur	Taux de consom- mation (%)
	Votés	Revisés	Consommés		
Présidence de la République	8 244 511 000	8 271 511 000	6 388 386 580,09	1 883 124 419,91	77,23
Services du Premier ministre	4 470 390 000	4 482 390 000	4 232 443 082,12	249 946 917,88	94,42
Défense nationale	1 118 609 000 000	1 118 609 000 000	1 117 298 088 326,59	1 310 911 673,41	99,88
Intérieur et collectivités locales	432 866 033 000	444 935 522 173	429 145 132 295,11	15 790 389 877,89	96,45
Affaires étrangères et coopération internationale	36 796 150 000	41 051 870 000	40 498 796 732,68	553 073 267,32	98,65
Justice	74 543 069 000	79 983 422 000	77 285 124 801,92	2 698 297 198,08	96,63
Finances	86 857 922 000	86 949 654 509	78 273 727 649,57	8 675 926 859,43	90,02
Energie	50 806 569 000	50 806 569 000	49 812 626 804,17	993 942 195,83	98,04
Moudjahidine	225 169 592 000	225 169 592 000	220 473 997 793,92	4 695 594 206,08	97,91
Affaires religieuses et wakfs	25 244 314 000	25 273 568 644	24 497 043 267,50	776 525 376,50	96,93
Education nationale	710 649 926 000	711 194 175 000	694 677 028 154,46	16 517 146 845,54	97,68
Enseignement supérieur et recherche scientifique	313 338 988 000	332 341 387 481	332 095 943 701,04	245 443 779,96	99,93
Formation et enseignement professionnels	47 311 000 000	48 700 764 538	48 550 520 925,45	150 243 612,55	99,69
Culture	15 272 000 000	15 275 649 921	15 914 174 071,58	-638 524 150,58	104,18
Poste et technologies de l'information et de la communication	2 344 644 000	2 692 253 979	2 381 116 008,62	311 137 970,38	88,44
Jeunesse et sports	38 887 000 000	39 787 000 000	37 727 603 822,06	2 059 396 177,94	94,82
Solidarité nationale, famille et condition de la femme	67 391 194 000	67 694 541 909	67 078 092 235,93	616 449 673,07	99,09
Industrie et mines	4 612 355 000	4 613 318 697	4 283 915 027,02	329 403 669,98	92,86
Agriculture, développement rural et pêche	226 314 118 000	250 625 715 040	247 677 603 383,14	2 948 111 656,86	98,82
Habitat, urbanisme et ville	16 654 426 000	17 801 506 000	19 859 600 128,48	-2 058 094 128,48	111,56
Commerce	19 979 062 000	21 566 823 253	17 242 974 815,96	4 323 848 437,04	79,95
Communication	20 702 804 000	20 707 982 738	20 427 668 841,03	280 313 896,97	98,65
Travaux publics et transports	25 984 720 000	41 394 720 000	40 607 321 835,13	787 398 164,87	98,10
Ressources en eau	20 099 310 000	20 113 310 000	19 325 998 802,12	787 311 197,88	96,09
Tourisme et artisanat	3 157 141 000	3 189 196 000	3 708 737 018,11	-519 541 018,11	116,29
Santé, population et réforme hospitalière	395 873 373 000	399 528 204 400	398 180 461 483,10	1 347 742 916,90	99,66
Travail, emploi et sécurité sociale	154 011 680 000	154 029 239 409	153 444 882 870,98	584 356 538,02	99,62
Relations avec le Parlement	229 880 000	230 995 500	205 049 116,64	25 946 383,36	88,77
Environnement et énergies renouvelables	2 136 204 000	2 136 204 000	1 958 678 495,78	177 525 504,22	91,69
Sous-total	4 148 557 375 000	4 239 156 087 191	4 173 252 738 070,30	65 903 349 120,70	98,45
Charges communes	435 904 858 000	345 306 145 809	315 057 732 137,51	30 248 413 671,49	91,24
TOTAL GENERAL	4 584 462 233 000	4 584 462 233 000	4 488 310 470 207,81	96 151 762 792,19	97,90

**REPARTITION PAR SECTEUR DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DU BUDGET
D'EQUIPEMENT POUR L'EXERCICE 2018**

ETAT « C »

EN DA

Secteurs	Crédits votés LF	Crédits révisés LFC	Crédits mobilisés de l'année 2018	Ecart crédits (rév. - mob.)	
				En valeur	En %
Industrie	33 252 373 000,00	87 502 373 000,00	85 641 133 000,00	1 861 240 000,00	2,13
Agriculture et hydraulique	211 296 537 000,00	247 787 881 000,00	247 239 692 000,00	548 189 000,00	0,22
Soutien aux services productifs	81 660 250 000,00	90 585 655 000,00	78 620 028 000,00	11 965 627 000,00	13,21
Infrastructures économiques et administratives	754 179 551 000,00	858 771 444 000,00	849 662 189 000,00	9 109 255 000,00	1,06
Education et formation	218 496 479 000,00	248 169 830 000,00	243 231 996 000,00	4 937 834 000,00	1,99
Infrastructures socio-culturelles	154 366 393 000,00	160 052 001 000,00	158 211 737 000,00	1 840 264 000,00	1,15
Soutien à l'accès à l'habitat	438 882 252 000,00	448 125 668 000,00	445 255 894 000,00	2 869 774 000,00	0,64
Divers	600 498 000 000,00	600 498 000 000,00	603 093 670 000,00	-2 595 670 000,00	-0,43
PCD	100 540 798 000,00	100 540 798 000,00	98 540 798 000,00	2 000 000 000,00	1,99
Sous-total d'investissement	2 593 172 633 000,00	2 842 033 650 000,00	2 809 497 137 000,00	32 536 513 000,00	1,14
Soutien à l'action économique (Dotation aux CAS et bonification du taux d'intérêt)	669 927 602 000,00	668 412 479 000,00	643 790 890 000,00	24 621 589 000,00	3,68
Provisions pour dépenses imprévues	54 646 367 000,00	32 869 896 000,00	—	32 869 896 000,00	100,00
Règlement des créances détenues sur l'Etat	225 569 423 000,00	—	—	—	—
Contribution exceptionnelle du budget au profit de la CNAS	500 000 000 000,00	500 000 000 000,00	500 000 000 000,00	—	—
Sous-total des opérations en capital	1 450 143 392 000,00	1 201 282 375 000,00	1 143 790 890 000,00	57 491 485 000,00	4,79
Total du budget d'équipement	4 043 316 025 000,00	4 043 316 025 000,00	3 953 288 027 000,00	90 027 998 000,00	2,23

Loi n° 20-16 du 16 Joumada El Oula 1442 correspondant au 31 décembre 2020 portant loi de finances pour 2021 (rectificatif).

**J.O n° 83 du 16 Joumada El Oula 1442
correspondant au 31 décembre 2020**

Page 52 – article 144 – (10ème ligne)

Au lieu de : « à compter du 1er janvier 2020 »

Lire : « à compter du 1er janvier 2021 »

..... (le reste sans changement)